



PROGRAMME MIXTE FAO/OMS SUR LES NORMES ALIMENTAIRES

GROUPE INTERGOUVERNEMENTAL SPÉCIAL DU CODEX SUR LA RÉSISTANCE AUX ANTIMICROBIENS

Huitième session

En ligne

3 - 9 et 13 octobre 2021

QUESTIONS RELATIVES À LA COLLABORATION FAO-OMS-OIE

(Préparé par la FAO, l'OMS et l'OIE)

Introduction

1. Le présent document vise à communiquer les dernières informations relatives aux activités menées séparément et conjointement par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE) en matière de prévention et de gestion de la résistance aux antimicrobiens (RAM) depuis la septième session du Groupe intergouvernemental spécial du Codex sur la résistance aux antimicrobiens (TFAMR07).

Partie 1 : Avis scientifiques formulés par la FAO et l'OMS (en collaboration avec l'OIE) à l'intention du Codex

2. Le 16 mars 2021 s'est tenu un webinaire organisé par la FAO, l'OMS et le Codex au sujet des activités¹ menées par la FAO et l'OMS (et l'OIE) pour appuyer le suivi et la surveillance de la résistance aux antimicrobiens dans les secteurs de l'alimentation et de l'agriculture.

Partie 2 : Activités tripartites menées par la FAO, l'OMS et l'OIE en matière de RAM d'origine alimentaire

Appel à l'action en matière de résistance aux antimicrobiens - 2021

3. L'appel à l'action en matière de résistance aux antimicrobiens (RAM) - 2021 a été lancé le 29 avril 2021 pendant la session de clôture du dialogue interactif de haut niveau sur la résistance aux antimicrobiens afin de revoir les ambitions mondiales à la hausse en ce qui concerne la RAM, tout en tenant compte de la situation de chaque pays. Présenté par le Groupe des Amis pour l'action face à la résistance aux antimicrobiens, il appelle à redoubler d'efforts pour lutter contre la RAM dans le cadre d'une approche « Une seule santé », à accélérer la concrétisation des engagements pris par le passé pour lutter contre la RAM, à améliorer la gestion des antimicrobiens, à rechercher des financements pour les mesures de lutte contre la RAM, à accroître la recherche sur les incidences de la RAM, et à appuyer le nouveau Groupe de direction mondial sur la résistance aux antimicrobiens intégrant le principe « Une seule santé », entre autres. Le 23 août 2021, 113 États membres et 35 organisations avaient signé cet appel à l'action.

Secrétariat conjoint tripartite contre la résistance aux antimicrobiens

4. Mis sur pied en 2019, le Secrétariat conjoint tripartite contre la résistance aux antimicrobiens est hébergé par l'OMS et composé d'agents de liaison de la FAO et de l'OIE. Il est chargé de coordonner les activités tripartites de lutte contre la RAM et la collaboration avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE). Il coordonne par ailleurs les travaux du Fonds multipartenaires contre la résistance aux antimicrobiens. En outre, le secrétariat fournit des services aux structures de gouvernance mondiale recommandées par le Groupe spécial de coordination interinstitutions sur la résistance aux antimicrobiens.
5. Dans son rapport de 2019, ce groupe spécial recommandait la création d'urgence de structures de gouvernance mondiale pour renforcer la gouvernance, la responsabilisation et la collaboration multisectorielle contre la résistance aux antimicrobiens. La première de ces structures, le Groupe de direction mondial sur la résistance aux antimicrobiens, a été créée en novembre 2020. Composé de chefs d'État, de ministres, de hauts dirigeants du secteur privé et de responsables de la société civile, ce groupe a pour mission de tirer parti du leadership et d'inciter à l'action pour préserver l'efficacité des médicaments antimicrobiens. Coprésidé par la Première ministre de la Barbade et son homologue du Bangladesh, il se réunit quatre fois par an. En août 2021, ses membres ont publié un appel à l'action sur la résistance aux antimicrobiens et les systèmes alimentaires.

¹ <http://www.fao.org/fao-who-codexalimentarius/news-and-events/news-details/en/c/1381093/>

6. En réponse aux recommandations formulées dans le rapport du Groupe spécial de coordination interinstitutions, l'Alliance tripartite œuvre actuellement à la création d'une plateforme de partenariat multipartite sur la résistance aux antimicrobiens. Pourront rejoindre cette plateforme des représentants gouvernementaux, des organismes du système des Nations Unies, des organisations internationales, intergouvernementales et régionales, des institutions financières internationales, des organisations de la société civile, des partenaires du secteur privé, ainsi que des institutions d'enseignement et de recherche.
7. La plateforme de partenariat multipartite sur la résistance aux antimicrobiens vise à rassembler différents acteurs qui œuvrent au point de rencontre entre l'humain, l'animal, les plantes et l'environnement. Cette plateforme internationale inclusive sera au premier plan des efforts visant à convenir d'une vision commune, à échanger des informations et tisser des relations, ainsi qu'à passer à l'action pour réduire l'incidence de la résistance aux antimicrobiens dans le cadre du plan d'action mondial sur la RAM. Enfin, le groupe indépendant chargé d'étudier les données factuelles sur lesquelles doit reposer l'action contre la résistance aux antimicrobiens sera bientôt mis sur pied.

Fonds multipartenaires contre la résistance aux antimicrobiens

8. En 2019, l'Alliance tripartite a lancé le Fonds multipartenaires contre la résistance aux antimicrobiens, qui aide les pays à revenu faible ou intermédiaire à accentuer leurs efforts pour contrer la menace grandissante de la résistance aux antimicrobiens dans une approche « Une seule santé ». Le fonds reçoit actuellement le soutien des Pays-Bas, de la Suède, de l'Allemagne et du Fleming Fund (Royaume-Uni). Neuf programmes nationaux et un programme mondial à quatre volets techniques ont été approuvés².

Activités techniques

9. Les documents tripartites ci-dessous portant sur la RAM ont été publiés :
 - *Note d'orientation technique relative à l'eau, l'assainissement et l'hygiène et la gestion des eaux usées pour prévenir les infections et réduire la propagation de la résistance aux antimicrobiens*³
 - *Instruments internationaux sur l'utilisation des antimicrobiens dans les secteurs de la santé humaine, des animaux et des plantes*. Cette compilation présente un aperçu et une analyse des instruments internationaux qui proposent des normes relatives à l'utilisation des antimicrobiens dans les secteurs de la santé humaine, des animaux et des plantes, et à leur rejet dans l'environnement. Son but est d'identifier les normes et instruments existants pour guider à la fois leur application et éclairer les discussions et l'orientation des futurs instruments internationaux traitant de l'utilisation des antimicrobiens⁴.

Suivi du Plan d'action mondial sur la RAM

10. Outre une série de consultations étalées sur deux ans, les trois organisations ont développé conjointement un cadre de suivi et d'évaluation⁵ pour le Plan d'action mondial sur la RAM comportant une liste harmonisée d'indicateurs pour le suivi aux niveaux national et mondial. Par ailleurs, elles s'emploient à élaborer des directives pour aider les pays à créer leurs propres cadres de suivi des plans d'action nationaux par le biais d'évaluations nationales et d'évaluations menées par les bureaux de pays.
11. En s'aidant des outils mis au point par les trois organisations, les États membres ont entrepris la mise en œuvre de leurs plans d'action nationaux respectifs. Afin de mesurer les progrès réalisés dans ce domaine, les trois organisations procèdent depuis 2016 dans les pays à une enquête annuelle d'auto-évaluation portant sur la RAM dont les résultats sont publiés dans une base de données ouverte⁶. Cette enquête a enregistré une hausse de la participation des pays à l'élaboration de plans d'action nationaux – en particulier dans les pays à faible revenu – qui reflète les progrès réalisés dans la mise en place de groupes de travail multisectoriels nationaux. La cinquième édition de l'enquête s'est tenue en 2021 ; 139 pays sur 161 (86,3 %) ont déclaré avoir élaboré des plans d'action nationaux, alors qu'ils n'étaient que 120 à l'avoir fait en 2019-2020⁷. Les données récentes recueillies par les bureaux régionaux et nationaux de l'OMS font état d'une progression encore plus marquée, puisque 145 pays avaient créé un plan d'action national multisectoriel au mois de mai 2021.

² <http://mptf.undp.org/document/download/27784>

³ <http://www.fao.org/3/ca9120fr/CA9120FR.pdf>

⁴ <https://www.who.int/fr/publications/i/item/9789240013964>

⁵ <https://www.who.int/antimicrobial-resistance/global-action-plan/monitoring-evaluation/tripartite-framework/en>

⁶ <https://amrcountryprogress.org>

⁷ [https://www.who.int/publications/i/item/monitoring-global-progress-on-antimicrobial-resistance-tripartite-amr-country-self-assessment-survey-\(tracs\)-2019-2020](https://www.who.int/publications/i/item/monitoring-global-progress-on-antimicrobial-resistance-tripartite-amr-country-self-assessment-survey-(tracs)-2019-2020)

12. Les résultats montrent que malgré les progrès accomplis, des mesures doivent être prises d'urgence pour renforcer l'affectation des ressources requises pour les plans d'action nationaux, leur mise en œuvre et leur suivi, et pour lutter contre la RAM à l'échelle mondiale. Par exemple, même si les résultats de la cinquième édition de l'enquête indiquent que 139 pays ont créé un plan d'action national, seuls 94 d'entre eux ont commencé à le mettre en œuvre et seuls 31 pays le mettent en œuvre et en assurent un suivi actif.
13. On constate également des progrès au niveau de l'engagement des différents secteurs lors de la mise en œuvre des plans d'action nationaux. D'après les données de la dernière enquête, presque tous les pays répondants (97 %, soit 156 pays sur 161) ont constaté une participation active des secteurs de la santé humaine et de la santé animale à l'élaboration et à la mise en œuvre de leurs plans d'action nationaux ; 103 pays sur 161 ont répondu que le secteur de l'environnement participait activement aux plans d'action nationaux de lutte contre la RAM, et 76 pays sur 161 ont déclaré que le secteur des plantes y participait activement. Il est urgent que les secteurs de la santé animale et végétale et de l'environnement s'engagent de concert avec le secteur de la santé humaine à l'application d'une approche « Une seule santé » et à l'élaboration d'un mécanisme de coordination multisectorielle dans chaque pays. Les plans d'action nationaux devraient être revus conjointement afin de refléter correctement l'approche « Une seule santé », tout en s'assurant que les activités propres à chaque secteur aillent de l'avant.

Système tripartite de surveillance intégrée de la RAM/de l'UAM

14. Le développement du système tripartite de surveillance intégrée de la RAM/de l'UAM est désormais financé par l'entremise du Fonds multipartenaires contre la résistance aux antimicrobiens. Une plateforme en cours de création permettra de rendre facilement accessibles les données validées et officielles que la FAO, l'OIE et l'OMS reçoivent des pays sur les profils et les tendances en matière d'utilisation des antimicrobiens (UAM) et de résistance aux antimicrobiens (RAM) à l'échelle mondiale et régionale.

Semaine mondiale pour un bon usage des antimicrobiens 2021 (WAAW)

15. La Semaine mondiale pour un bon usage des antimicrobiens se tient chaque année du 18 au 24 novembre. En 2021, elle aura pour slogan : « Spread awareness, Stop Resistance » (propagez l'information, enravez la résistance), mais le thème général de l'événement reste « Antimicrobiens : à utiliser avec prudence ». Cette semaine a pour but de mieux faire connaître le phénomène mondial de la résistance aux antimicrobiens et d'encourager le grand public, les décideurs et toutes les autres parties prenantes des différents secteurs à adopter les meilleures pratiques.
16. Tout le monde est invité à participer aux activités organisées à l'occasion de la campagne mondiale et à créer des événements visant à accroître les connaissances sur la RAM et à sensibiliser sur les facteurs qui peuvent avoir une influence sur sa maîtrise ou sa propagation à la maison, au travail, dans les villes ou au niveau gouvernemental. L'Alliance tripartite contre la RAM a publié à la mi-septembre une trousse à outils qui propose des idées de mobilisation. En outre, les trois organisations œuvrent à la création d'éléments visuels qui seront mis à la disposition des participants dans plusieurs langues.
17. La Semaine mondiale pour un bon usage des antimicrobiens 2021 invitera aussi les participants à raconter leurs histoires pour changer les mentalités et expliquer que la RAM est un enjeu qui va bien au-delà des médicaments et des bactéries. Il faut au contraire que tout le monde soit interpellé visuellement ou oralement par le fait que la RAM est une menace pour la santé qui touche déjà l'environnement, les animaux, des familles et des communautés.
18. Afin de mieux faire comprendre aux décideurs, aux professionnels et au grand public que la RAM représente la principale menace pour la santé publique dans le monde, la campagne de cette année reposera sur une couleur. S'inspirant du logo « Antimicrobiens : à utiliser avec prudence » et soulignant l'action collective et multisectorielle mondiale nécessaire pour contrer la résistance aux antimicrobiens, la couleur bleu clair a été choisie pour la campagne. Le fait que les participants portent du bleu et que les édifices ou monuments soient éclairés en bleu permettra de faire connaître la résistance aux antimicrobiens et d'inciter les personnes ou les groupes à s'engager à utiliser les antimicrobiens de façon responsable.
19. Les participants à la semaine peuvent choisir d'afficher la couleur bleue individuellement, avec leurs collègues au travail ou au sein de leur communauté. Ils ont la possibilité de porter du bleu tout au long de la semaine et d'utiliser les fonds d'écran virtuels de la campagne. Il est possible d'illuminer en bleu les lieux de travail (hôpitaux, cliniques, laboratoires, sièges de l'industrie, universités) et de parer les communautés de bleu en éclairant les monuments locaux et les sites visés par l'approche « Une seule santé » (châteaux d'eau, usines d'assainissement, entrepôts à céréales, etc.). En outre, les participants individuels ou collectifs devraient profiter de l'occasion pour raconter leurs histoires et mettre en valeur leurs engagements récents ou actuels à l'égard de la lutte contre la RAM, ainsi que les actions menées pour bien gérer l'usage des antimicrobiens.
20. Cette semaine en bleu se conclura le 24 novembre avec l'éclairage de monuments partout dans le monde.

21. Lors de la Semaine pour un bon usage des antimicrobiens (WAAW) 2020, il avait été décidé par les trois organisations de modifier la formulation de la campagne en remplaçant « antibiotiques » par « antimicrobiens ». Cette année, la campagne se concentre sur les incidences déjà visibles de la RAM, comme l'indique le thème choisi par la FAO : « La résistance aux antimicrobiens est une réalité : Unis pour renforcer les systèmes alimentaires et garantir les moyens d'existence ». Ce choix s'appuie sur la nouvelle intégration par la FAO d'une approche fondée sur la science du comportement en matière de sensibilisation et de mobilisation, sur des débats menés entre la FAO et ses partenaires, ainsi que sur des travaux de recherche récents traitant de l'efficacité des communications sur le sujet.
22. L'an dernier, la campagne portait essentiellement sur l'implication des parties prenantes dans les domaines de la sécurité sanitaire des aliments, de la santé des cultures et des plantes, de l'environnement, de la gestion de l'eau, des normes alimentaires, de la législation et de l'aquaculture pour contrer la RAM. De nouveaux supports visuels avaient été créés pour donner un visage humain à la RAM et montrer son importance dans ces différents secteurs.
23. Six nouvelles vidéos sur la RAM destinées au grand public ont été créées pour les médias sociaux et visionnées plus de 1,3 million de fois sur Facebook.
24. Quatre événements virtuels se sont tenus, notamment une conférence de presse tripartite durant laquelle intervenaient les directeurs généraux des trois organisations et les Premières ministres du Bangladesh et de la Barbade. Deux communiqués de presse ont été publiés pour lancer la Semaine pour un bon usage des antimicrobiens et annoncer la création du Groupe de direction mondial sur la résistance aux antimicrobiens. La FAO a été mentionnée par plusieurs grands médias du monde durant cette semaine, notamment par les [Nations Unies](#), les chaînes de télévision [CGTN](#) et [France 24](#), et les journaux [Tehran Times](#), [Le Monde](#), [Times of India](#) et [Vanguard](#).
25. En outre, de nouveaux podcasts ont été enregistrés en anglais et en français, et de nouvelles annonces radio de service public ont été transmises à des journalistes de radiotélévision. Radio Vatican a diffusé le podcast de l'entrevue avec Keith Sumption, vétérinaire en chef de la FAO. Les bureaux décentralisés ont reçu des guides de communication interne et externe pour garantir la cohérence du message de la Semaine pour un bon usage des antimicrobiens dans le monde et favoriser la sensibilisation aux niveaux régional, infrarégional et national. De nouveaux supports de campagne ont été créés ; présentant des personnes réelles, ils permettaient d'humaniser le problème de la RAM et de montrer qu'il s'agit d'un enjeu qui touche plusieurs secteurs. La FAO a diffusé ces documents sur ses chaînes de médias sociaux tout au long de la semaine dans le cadre d'une solide campagne de mobilisation en ligne, y compris une nouvelle vidéo qui a recueilli 1,3 million de vues sur Facebook et 50 000 vues sur Instagram.

Région de l'Afrique

26. Sept événements virtuels ont été organisés en anglais, en français, en portugais et en arabe à l'intention d'un grand nombre de parties prenantes, dont des journalistes, des fonctionnaires et des membres de la société civile, d'organisations locales, du milieu universitaire et du grand public. Après la belle réussite l'an dernier de la célébration africaine de la Semaine pour un bon usage des antimicrobiens avec l'Union africaine (Centres africains de prévention et de contrôle des maladies et UA-BIRA) et la Tripartite régionale (FAO, OIE, OMS), le comité africain d'organisation de la Semaine WAAW a élargi ses partenariats et a invité le PNUE et les bureaux régionaux d'Afrique du Nord (Bureau régional de la FAO pour le Proche-Orient et l'Afrique du Nord, Bureau régional de la Méditerranée orientale de l'OMS) à s'engager en faveur d'une solidarité à l'échelle du continent africain en matière de lutte contre la RAM dans la région. Les directeurs régionaux des organisations à l'origine de l'événement ont publié un [communiqué](#) visant à démontrer leur engagement à haut niveau et à lancer le premier partenariat de ce genre à l'échelle continentale. Une [discussion sur Twitter](#) visant à débattre des moyens de mieux faire connaître la RAM en Afrique a été consultée 22,6 millions de fois et a suscité la création de 2 200 tweets. Les bureaux nationaux ayant besoin d'orientation pour organiser la Semaine pour un bon usage des antimicrobiens dans leur pays respectif ont eu la possibilité de demander conseil.

Région de l'Asie et du Pacifique (RAP)

27. Le Bureau régional de la FAO pour l'Asie et le Pacifique a apporté son soutien et participé à huit événements virtuels et hybrides de la Semaine mondiale pour un bon usage des antimicrobiens. Il a plus précisément collaboré avec la Federation of Asian Veterinary Associations (FAVA) dans l'objectif de lancer une campagne régionale sur la biosécurité dans les exploitations agricoles. Les vétérinaires, actuels et futurs, sont parmi les principaux gardiens de l'utilisation prudente des antimicrobiens par les agriculteurs ; la campagne a donc ciblé les futurs étudiants et les associations vétérinaires afin de promouvoir de bonnes pratiques en matière de biosécurité. Une série de webinaires a été organisée en Thaïlande, en Indonésie, aux Philippines, en Malaisie et au Myanmar. Pour la première fois, les bureaux régionaux de la FAO, de l'OIE et de l'OMS et le PNUE ont organisé un événement dans le cadre de cette Semaine mondiale pour un bon usage des antimicrobiens, auquel près de 400 personnes ont assisté, en personne ou en ligne. En tout, les webinaires ont été visionnés par 12 000 personnes. Le sous-directeur

général du Bureau régional de la FAO pour l'Asie et le Pacifique (RAP) a enregistré une allocution vidéo sur la RAM et les vidéos existantes de la FAO ont été remodelées pour produire une [nouvelle vidéo sur la biosécurité](#).

Région de l'Europe et de l'Asie centrale (REUT)

28. Au niveau régional, la FAO a organisé un [webinaire conjoint de haut niveau](#) avec l'OIE et l'OMS, auquel ont assisté des membres des trois organisations, ainsi que de la Commission européenne et de la Commission économique eurasiatique. Cet événement a été l'occasion de préciser l'importance d'établir un Secrétariat régional tripartite « Une seule santé » pour mobiliser les partenaires. La FAO a également lancé un dépliant informatif intitulé [« Antibiotics in Livestock »](#) qui a été traduit dans les 16 langues majoritaires d'Europe et d'Asie centrale. [Des activités de mobilisation au niveau national](#) se sont tenues à l'occasion de la Semaine pour un bon usage des antimicrobiens au Bélarus, au Kazakhstan, au Kirghizistan, dans la Fédération de Russie, au Tadjikistan, en Turquie et en Ukraine. Il s'agissait notamment de points de presse, d'événements virtuels menés conjointement avec l'OIE et l'OMS, de publications sur les médias sociaux et de visites dans des écoles d'agriculture.

Région de l'Amérique latine et des Caraïbes (LAC)

29. Au niveau régional, la FAO a collaboré avec l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS) et l'OIE pour organiser plusieurs activités dans le cadre de la Semaine pour un bon usage des antimicrobiens. La FAO a participé à huit webinaires préparés par des parties prenantes et des partenaires de la région, notamment le bureau colombien de l'OPS et le CENASA au Mexique. Des collègues de la FAO ont fait des présentations sur divers sujets, dont l'usage des antimicrobiens dans la production alimentaire à petite échelle et comment comprendre et modifier les comportements pour lutter contre la RAM dans la communauté. Deux campagnes audiovisuelles intitulées « Qu'est-ce que la RAM ? » et « Parlons des antibiotiques » ont été créées, dont une série de [six nouvelles vidéos](#) en espagnol sous-titrées en portugais, qui ont permis de promouvoir les travaux entrepris sur la RAM dans la région et d'harmoniser les messages à ce sujet.

Région du Proche-Orient et de l'Afrique du Nord

30. Le Centre d'urgence pour la lutte contre les maladies animales transfrontalières (ECTAD) de la FAO, en collaboration avec le Bureau régional de l'OMS en Égypte, a organisé une journée de sensibilisation à l'intention des étudiants en médecine, médecine vétérinaire et agriculture. Une séance diffusée en direct a été organisée le dernier jour de la Semaine pour un bon usage des antimicrobiens afin d'informer le public sur la RAM, et des spécialistes de la FAO et de l'OMS ont pu répondre aux questions. Une séance sur la [RAM et l'approche « Une seule santé »](#) a également eu lieu avec le Bureau régional de la Méditerranée orientale de l'OMS, le Bureau régional de l'OIE et le Bureau régional de la FAO pour le Proche-Orient et l'Afrique du Nord. Elle a été diffusée en direct sur les chaînes de médias sociaux. En outre, une vidéo sur la Semaine pour un bon usage des antimicrobiens a été tournée avec l'OMS.
31. Un concours s'est déroulé sur les chaînes de médias sociaux de la FAO et de l'OMS tout au long de la Semaine pour un bon usage des antimicrobiens. Le représentant régional adjoint du Bureau régional de la FAO pour le Proche-Orient et l'Afrique du Nord et le représentant par intérim ont donné un discours pendant la cérémonie de lancement de la campagne en Afrique. Maurice Saade, le représentant de la FAO au Liban, a également fait une présentation lors d'un événement organisé par l'OMS au Liban et par le Comité international des étudiants libanais en médecine.

Partie 3 : Autres questions connexes relatives à la collaboration FAO-OMS-OIE

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE (FAO)

32. Le Plan d'action de la FAO contre la résistance aux antimicrobiens 2021–2025⁸ a été approuvé par la 166^e session du Conseil de la FAO. Ce plan d'action orientera l'aide apportée par la FAO à ses membres pour renforcer leur capacité à limiter et contenir la RAM dans les secteurs de l'alimentation et de l'agriculture. La mise en œuvre du plan suivra une approche collaborative « Une seule santé » en créant des synergies avec les organisations partenaires (l'Organisation mondiale de la Santé [OMS], l'Organisation mondiale de la santé animale [OIE] et le Programme des Nations Unies pour l'environnement [PNUE]).
33. L'ensemble des publications, documents et nouvelles de la FAO sont accessibles en ligne⁹. Pour recevoir les dernières informations sur les activités, les services et les produits de la FAO, inscrivez-vous à sa liste de distribution sur la RAM (toute l'information se trouve sur le site Web de la FAO sur la RAM). La FAO diffuse également des informations sur l'antibiorésistance par le biais d'un certain nombre de canaux propres à des secteurs particuliers —

⁸ <http://www.fao.org/3/nf736fr/nf736fr.pdf>

⁹ <http://www.fao.org/antimicrobial-resistance/fr/>

par exemple, la Livestock Technical Network Newsletter et la FAO AMR Newsletter¹⁰. Une « *Évaluation du rôle et des activités de la FAO dans le domaine de la résistance aux antimicrobiens* » a été effectuée¹¹.

34. La FAO a publié les rapports suivants :

- *Handbook Responsible use of antibiotics in livestock production for animal health workers in Viet Nam*¹²
- *Améliorer les communications sur la résistance aux antimicrobiens (RAM) en Afrique : Comment aller de l'avant ?*¹³
- *Antimicrobial Resistance in Food*¹⁴
- *Understanding antimicrobial resistance in aquaculture*¹⁵
- *Tackling antimicrobial use and resistance in dairy cattle*¹⁶
- *Animal nutrition strategies and options to reduce the use of antimicrobials in animal production*¹⁷
- *How to use antibiotics effectively and responsibly in dairy production*¹⁸
- *How to use antibiotics effectively and responsibly in pig production - for the sake of human and animal health*¹⁹
- *How to use antibiotics effectively and responsibly in volaille production - for the sake of human and animal health*²⁰

35. Une réunion de consultants a été organisée par le Centre mixte FAO/AIEA en juin 2021 dans l'objectif d'élaborer une proposition de projet de recherche coordonnée intitulé « *Isotopic Techniques to Assess the Fate of Antimicrobials and Implications for Antimicrobial Resistance in Agricultural Systems* », qui devrait débiter à la fin de 2021 avec un appel d'offres de contrats de recherche.

36. La [Sous-division droit et développement](#) de la FAO a élaboré une méthode d'évaluation applicable aux législations nationales portant sur la résistance aux antimicrobiens dans les secteurs de l'alimentation et de l'agriculture²¹, y compris les domaines de la législation vétérinaire, de la sécurité sanitaire des aliments, de la RAM dans les cultures, de l'environnement, de l'eau et des déchets. Avec le soutien financier du Fonds multipartenaires contre la résistance aux antimicrobiens, la FAO, l'OIE et l'OMS collaborent au perfectionnement de cette méthode et à sa mise à niveau pour en faire un outil d'évaluation juridique concernant la RAM dans l'approche « Une seule santé », avec notamment un chapitre sur la santé humaine. La méthode a été mise en application dans 25 pays d'Afrique²², d'Asie²³, d'Asie centrale²⁴ et d'Amérique latine²⁵. L'OIE a apporté son concours au perfectionnement de la méthode et organise conjointement à la FAO une mission pilote aux Philippines, où le Programme d'appui à la législation vétérinaire (Veterinary Legislation Support Programme) sera exécuté pour la première fois.

37. Un atelier régional sur la législation applicable à l'utilisation d'agents antimicrobiens et à la résistance aux antimicrobiens a été organisé à Bangkok (Thaïlande) en mars 2018²⁵. Il a rassemblé un groupe de responsables de la réglementation et de spécialistes de la région, ainsi que des représentants de l'OMS, de l'OIE et de l'ASEAN. À la demande des participants, un deuxième atelier a été organisé dans la même ville en juillet 2019. D'autres ateliers régionaux ont également eu lieu les 11 et 12 décembre 2018 en Afrique du Sud, en présence de participants venus de pays de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), puis à Ouagadougou (Burkina Faso) le 11 mars 2019 et à Abuja, au Nigéria, les 26 et 27 juin 2019, pour les pays francophones et anglophones d'Afrique de l'Ouest. Plus récemment, un atelier sur la législation applicable à la résistance aux antimicrobiens a été monté pour tous les pays d'Afrique en juin 2021. En Amérique latine, un atelier régional a donné l'occasion aux cinq récipiendaires d'un projet régional portant sur la RAM et financé par l'Agence norvégienne de coopération pour le développement (NORAD) (quatre pays et une organisation régionale) d'échanger sur leurs expériences. Il est prévu d'apporter un appui à l'organisation d'ateliers de ce type dans d'autres régions et sous-régions, dans

¹⁰ [Antimicrobial Resistance Newsletter, juillet 2021 - Numéro 4 \(fao.org\)](#)

¹¹ <http://www.fao.org/3/cb3680en/cb3680en.pdf>

¹² <http://www.fao.org/3/cb0593en/CB0593EN.pdf>

¹³ <http://www.fao.org/3/cb0863fr/cb0863fr.pdf>

¹⁴ <http://www.fao.org/3/ca8275en/CA8275EN.pdf>

¹⁵ <http://www.fao.org/3/cb2601en/cb2601en.pdf>

¹⁶ <http://www.fao.org/3/cb2201en/CB2201EN.pdf>

¹⁷ <http://www.fao.org/3/cb5524en/cb5524en.pdf>

¹⁸ <http://www.fao.org/3/cb4156en/cb4156en.pdf>

¹⁹ <http://www.fao.org/3/cb4158en/cb4158en.pdf>

²⁰ <http://www.fao.org/3/cb4157en/cb4157en.pdf>

²¹ <http://www.fao.org/fao-who-codexalimentarius/news-and-events/news-details/fr/c/1312576/>

²² Kenya, Ghana, Éthiopie, République-Unie de Tanzanie, Zambie, Zimbabwe, Soudan du Sud et Mozambique

²³ Laos, Cambodge, Philippines, Viet Nam, Bangladesh

²⁴ Azerbaïdjan, Arménie, Bélarus, Kirghizistan, Kazakhstan, Tadjikistan, Ukraine

²⁵ <http://www.fao.org/legal/development-law/magazine-1-2018/fr/#fourth>

l'objectif de réfléchir à la façon dont une harmonisation régionale de la législation pourrait contribuer à une meilleure gestion de la résistance aux antimicrobiens, et à quels égards.

38. Les experts juridiques de la FAO s'emploient à recenser les législations et politiques nationales et internationales pertinentes dans le domaine de la résistance aux antimicrobiens et à constituer un nouvel ensemble de données pour FAOLEX (la base de données relative aux législations et politiques nationales ayant trait aux différents domaines relevant du mandat de la FAO). Cette sous-catégorie de données permettra d'accéder plus aisément aux différents domaines juridiques concernés par la résistance aux antimicrobiens et décrira pour chaque pays la législation pertinente dans le domaine de la RAM aux niveaux nationaux et régionaux. Compte tenu de ce qui précède, les spécialistes de la Sous-Division droit et développement procèdent à une étude portant sur la législation relative à la résistance aux antimicrobiens, y compris les meilleures pratiques et options pour renforcer les cadres de réglementation correspondants.
39. La FAO a publié un [cadre de référence pour l'élaboration et l'examen des politiques relatives à la résistance aux antimicrobiens](#) pour la région Asie et Pacifique²⁶. Ces directives régionales visent à aider les gouvernements à examiner, actualiser et mettre au point les politiques ayant trait à l'utilisation d'agents antimicrobiens et à la résistance aux antimicrobiens dans la production animale. En outre, le document intitulé *Slowing down superbugs – Legislation and antimicrobial resistance*²⁷ a été publié en 2021.
40. Différents types d'enquêtes d'évaluation des parties prenantes ont été réalisés dans dix pays auprès de divers acteurs, principalement des éleveurs et des vétérinaires, mais aussi auprès d'agents de vulgarisation qui distribuent des antimicrobiens. Un rapport d'enquête sur les connaissances, attitudes et pratiques a d'ores et déjà été publié (*Towards a bottom-up understanding of antimicrobial use and resistance on the farm: A knowledge, attitudes, and practices survey across livestock systems in five African countries*)²⁸.
41. La FAO a mis au point une « approche progressive en matière de gestion » pour les questions relatives à la résistance aux antimicrobiens, s'appuyant sur son Plan d'action. Cette approche par étapes vise à aider les États membres à élaborer et à mettre en œuvre un plan d'action national multisectoriel fondé sur le principe « Une seule santé » afin de combattre la résistance aux antimicrobiens. L'approche progressive en matière de gestion définit les différentes étapes à suivre aux fins d'une utilisation optimale et durable des agents antimicrobiens. Elle vise à aider les pays à renforcer les compétences internes en vue d'une amélioration progressive de l'efficacité des mesures prises pour assurer une sensibilisation accrue, renforcer les capacités de suivi et de surveillance, améliorer la gouvernance et promouvoir les bonnes pratiques et une utilisation prudente des agents antimicrobiens. Depuis, l'approche de gestion progressive a été appliquée dans plusieurs États membres (Belgique, Ghana, Kenya, Kirghizistan, République démocratique populaire lao, Maroc, Saint-Kitts-et-Nevis, Sénégal, Sierra Leone, Tadjikistan et Tunisie).
42. La FAO a effectué une analyse des besoins qui éclairera le développement d'une solution de TI pour la plateforme de données sur le suivi international de la résistance aux antimicrobiens de la FAO (InFARM). Cette plateforme constituera un outil essentiel pour catalyser la participation des pays, en appuyant la jonction des systèmes nationaux, régionaux et mondiaux de suivi et de surveillance de la RAM dans les domaines de l'alimentation et de l'agriculture, et en complétant les efforts entrepris à l'échelle mondiale pour le suivi de la RAM dans une approche « Une seule santé » par l'intégration des données dans la plateforme du système tripartite de surveillance intégrée de la RAM/de l'UAM.

ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTE

43. La Soixante-Douzième Assemblée mondiale de la santé a adopté en mai 2019 une résolution sur la résistance aux antimicrobiens²⁹. L'OMS a créé une nouvelle Division de la RAM dirigée par la D^{re} Hanan Balkhy, Sous-Directrice générale. Cette nouvelle division a pour mission de définir, moderniser, promouvoir et assurer le suivi de politiques et de stratégies détaillées visant à prévenir, réduire et atténuer les effets des infections pharmacorésistantes et l'impact global de la RAM, en s'appuyant sur le plan d'action mondial pour combattre la résistance aux antimicrobiens, sur le treizième programme général de travail de l'OMS et sur les objectifs de développement durable (ODD). Cette division est également chargée de coordonner la mise en œuvre des recommandations du Groupe de coordination interinstitutionnelle des Nations Unies sur la résistance aux antimicrobiens (IACG) à la demande du Secrétaire général des Nations Unies.

²⁶ <http://www.fao.org/3/CA1486EN/ca1486en.pdf>

²⁷ <http://www.fao.org/3/cb4128en/cb4128en.pdf>

²⁸ <https://journals.plos.org/plosone/article?id=10.1371/journal.pone.0220274>

²⁹ http://apps.who.int/gb/ebwha/pdf_files/WHA72/A72_R5-fr.pdf

Aide aux plans d'action nationaux

44. Cent-quarante-cinq pays sont aujourd'hui dotés de plans multisectoriels. Des ateliers régionaux d'échanges sur les leçons apprises ont été organisés par l'OMS en Asie du Sud-Est et en Afrique pour appuyer le processus de mise en œuvre des plans d'action nationaux. De nombreux pays ont également entamé le processus de révision de leur plan d'action national.
45. Quatre-vingt-un pays déclarent avoir mis en place des mécanismes de coordination multisectoriels fonctionnels et dotés d'un mandat clair, qui tiennent des réunions régulières et qui financent des groupes de travail. Un certain nombre de nouveaux outils et directives sont en cours d'élaboration pour aider les pays à mettre en œuvre leur plan d'action national, notamment un outil d'établissement des priorités, des coûts et des prévisions budgétaires d'activités nationales visant l'élaboration d'un plan opérationnel ; un guide complet de mise en œuvre des plans d'action nationaux décrivant une approche par étapes pour la mise en œuvre ; une trousse de formation sur les compétences de leadership afin de favoriser une collaboration multisectorielle efficace pour contrer la RAM ; et des directives sur le développement d'un système de suivi et d'évaluation au niveau national pour surveiller la mise en œuvre des plans d'action nationaux. En outre, un outil d'évaluation de la mise en œuvre des plans d'action nationaux est en voie d'élaboration. Cet outil servira à mesurer les progrès réalisés dans le secteur de la santé humaine et à proposer aux pays une solution pour effectuer une analyse comparative de leurs progrès. La création de méthodes de formation à distance et de modules d'apprentissage en ligne est également en cours afin d'aider les pays à développer leurs capacités techniques.
46. La communauté de pratique³⁰ ne cesse de croître ; elle compte aujourd'hui 1 069 membres répartis dans 123 pays et territoires. Elle fournit des sources pertinentes d'information sur la RAM provenant de la FAO, de l'OMS et de l'OIE ainsi que d'autres parties prenantes, diffuse des mises à jour et des nouvelles, et fournit une plateforme pour l'examen des enjeux cruciaux, promeut l'échange de points de vue entre pairs et favorise l'échange d'informations et de leçons apprises entre les pays.

Renforcement de la base de données probantes par le biais de la surveillance

47. Le Groupe consultatif de l'OMS sur la surveillance intégrée de la résistance aux antimicrobiens (AGISAR) élabore actuellement en collaboration avec les Centres collaborateurs de l'OMS un protocole mondial de surveillance de *Escherichia coli* producteur de bêta-lactamases à spectre étendu (BLSE) en recourant à l'approche « Une seule santé » (le projet de surveillance de *E. coli* producteur de BLSE sur trois cycles). Le protocole de surveillance de *E. coli* producteur de BLSE sur trois cycles a été lancé en mars 2021³¹. Il permettra de suivre l'évolution de la prévalence d'un indicateur singulier de la RAM, la présence de *E. coli* producteur de BLSE, chez les humains, dans la chaîne alimentaire et dans l'environnement. Neuf pays ont bénéficié d'une formation pour tester le protocole sur une période d'un an à partir d'avril 2018 : le Ghana, Madagascar, le Sénégal, le Pakistan, l'Indonésie, la Malaisie, le Népal, l'Inde et la Jordanie. Un lien peut être établi entre le projet de surveillance sur trois cycles et les données sur la consommation et l'utilisation des antimicrobiens dans les secteurs de la santé humaine et de la santé animale recueillies respectivement par l'OMS et l'OIE. En 2021, cinq pays œuvrent à la mise en application du protocole : le Nigéria, le Zimbabwe, le Burkina Faso, le Cameroun et le Bhoutan. Un module GLASS est en cours d'élaboration afin de collecter les données provenant des pays appliquant le protocole de surveillance de *E. coli* producteur de BLSE sur trois cycles ; les pays devraient transmettre des données sur cette application dans le cadre du prochain rapport du GLASS en 2022.
48. Reconnaissant la nécessité d'encourager la mise en place de systèmes nationaux de surveillance de la RAM, l'OMS a créé le Système mondial de surveillance de la résistance aux antimicrobiens (GLASS)³². Ce système met l'accent sur la RAM et sur la surveillance de la consommation et de l'utilisation d'antimicrobiens pertinents pour la santé humaine. Il fera en sorte que des liens se tissent entre la surveillance de la RAM, d'une part, et la surveillance de la consommation et de l'utilisation d'antimicrobiens, d'autre part, menée dans d'autres secteurs si cela est pertinent pour la santé humaine.
49. Le début de la phase de mise en œuvre du GLASS consiste principalement à évaluer la résistance à certains antimicrobiens prioritaires de certains pathogènes bactériens humains prioritaires, et à dresser des rapports sur le sujet. Le GLASS devrait inclure des données sur la consommation d'antimicrobiens par les humains, ainsi que des données issues de la surveillance intégrée sur l'ensemble de l'interface humain-animal-écosystèmes (un projet échelonné sur trois cycles).

³⁰ <https://ezcollab.who.int/amr-nap/>

³¹ <https://www.who.int/publications/i/item/who-integrated-global-surveillance-on-esbl-producing-e.-coli-using-a-one-health-approach>

³² <https://www.who.int/glass/en/>

50. À compter de mai 2021, 107 pays et territoires ont été intégrés au module du GLASS consacré à la RAM, et 19 au nouveau module technique sur la surveillance de la consommation d'antimicrobiens. Des données relatives à près de huit millions d'infections chez des humains ont été notifiées, avec 74 000 sites de surveillance de la RAM dans le monde entier. Certes, le GLASS a obtenu des résultats notables en matière de promotion des systèmes nationaux de surveillance et de partage des données conformément aux normes internationales, mais les limites et les lacunes du système méritent d'être traitées. En outre, les troisièmes consultation et réunion techniques de haut niveau sur la surveillance de la résistance aux antimicrobiens et de leur utilisation aux fins d'action concertée³³, organisées conjointement par la République de Corée et la Suède, se sont tenues en avril 2021 dans le but d'éclairer et d'orienter le développement du GLASS.
51. Les enseignements tirés de la phase précoce de mise en application du GLASS, les données contenues dans le rapport 2021 du GLASS³⁴, ainsi que les consultation et réunion techniques mettent en lumière la nécessité d'une action multisectorielle coordonnée et concertée. La communauté internationale doit agir de façon concrète et immédiate dans trois domaines clés qui visent à :
- a) donner un niveau de priorité élevé à la surveillance de la RAM et de la consommation d'antimicrobiens à l'échelle nationale, régionale et mondiale, notamment en faisant un suivi des indicateurs des ODD portant sur la RAM ;
 - b) renforcer les capacités en matière de collecte, notification et utilisation de données de qualité, solides et représentatives permettant de prendre des décisions, et améliorer la mise en application des plans d'action nationaux multisectoriels ;
 - c) concevoir et mettre en œuvre les approches complémentaires, par exemple les enquêtes, nécessaires pour faire face aux limites des données, et faire en sorte que tous les pays aient les moyens de générer des données représentatives de qualité ;
 - d) défendre la mise à disposition de ressources pérennes afin de financer la surveillance de la RAM et de la consommation d'antimicrobiens, ainsi que d'autres stratégies de lutte contre la RAM.
52. Un nouvel indicateur des ODD relatif à la RAM a été approuvé en 2021, l'indicateur 3.d.2, qui concerne la surveillance des infections sanguines causées par deux organismes résistants en particulier. Dans l'ensemble, 64 et 59 pays ont notifié des données par l'intermédiaire du GLASS concernant les deux indicateurs des ODD relatifs à la RAM, à savoir les infections sanguines causées par *E. coli* résistant aux céphalosporines de troisième génération ainsi que les infections sanguines causées par *Staphylococcus aureus* résistant à la pénicilline, respectivement.
53. L'OMS a élaboré en 2016 une méthode de surveillance de la consommation nationale d'antimicrobiens. Elle s'emploie depuis à appuyer la mise en œuvre d'un système national de suivi dans des pays de toutes les Régions majoritairement caractérisés par un revenu faible ou intermédiaire, par le biais d'ateliers régionaux ou nationaux. En 2018, 65 pays ont transmis à l'OMS des données sur la consommation nationale d'antimicrobiens³⁵. Dans le cadre du GLASS, l'OMS continuera d'offrir des formations sur la méthodologie et d'aider les pays à mettre en œuvre leurs systèmes nationaux de surveillance de la consommation d'antimicrobiens.
54. En 2019, l'OMS a mis sur pied un protocole relatif à des enquêtes de prévalence ponctuelles portant sur l'utilisation des antibiotiques dans les hôpitaux³⁶. Avec l'appui de l'Organisation, les enquêtes ont été déployées en Afrique, en Amérique latine et dans les Caraïbes, ainsi qu'au Moyen-Orient. En 2020, l'OMS a créé un guide portant sur la mise en place d'une surveillance de la consommation d'antimicrobiens dans les hôpitaux³⁷. Elle s'est intéressée en priorité aux méthodes ainsi qu'aux outils Web de collecte de données adaptés au milieu hospitalier, mais elle s'attachera dans un deuxième temps à élaborer des méthodes adaptées aux milieux communautaires.

Prévention et maîtrise des infections chez les humains

55. La protection des patients, des agents de santé et des visiteurs contre les infections dans les établissements de santé est essentielle pour garantir la prestation de soins de qualité, et assurer la sécurité des patients, la sécurité sanitaire et la réduction des infections nosocomiales et de la RAM. De plus, la prévention des infections nosocomiales permet d'assurer la qualité fondamentale des services de soins universels (en veillant par exemple à assurer la sécurité des interventions chirurgicales et la santé des mères et des enfants), de protéger les agents de santé contre les maladies infectieuses et de lutter contre la propagation de la tuberculose, de la maladie à virus Ebola (et d'autres types de fièvres hémorragiques virales) et de la grippe dans les établissements de santé.

³³ <https://glass2020.org/>

³⁴ <https://www.who.int/publications/i/item/9789240027336>

³⁵ https://www.who.int/medicines/areas/rational_use/oms-amr-amc-report-2016-2018/en/

³⁶ <https://www.who.int/publications/i/item/WHO-EMP-IAU-2018.01>

³⁷ <https://www.who.int/publications/i/item/9789240000421>

56. L'accès à des services de santé sûrs et sains est un droit des patients, et devrait aussi constituer un devoir et une source de fierté pour tous ceux qui travaillent dans le secteur des soins de santé ou pour ce secteur. L'OMS, épaulée par un grand nombre de parties prenantes dans le domaine de la prévention et de la maîtrise des infections, a formulé des recommandations et des spécifications visant à assurer l'efficacité des programmes de lutte anti-infectieuse. Celles-ci sont exposées dans un guide pratique des composantes essentielles de ces programmes³⁸ publié par l'OMS en se fondant sur des bases factuelles, et l'approche préconisée pour leur mise en œuvre à l'échelle des pays et des services est décrite dans une série d'ouvrages connexes³⁹.
57. Un guide intitulé *Implementation manual to prevent and control the spread of carbapenem-resistant organisms at the national and health care facility level* a déjà été publié⁴⁰. Cet ouvrage est un plaidoyer convaincant pour la mise en œuvre de mesures de lutte contre les organismes résistants aux carbapénèmes. Il décrit les liens qui existent entre la prévention et la maîtrise de ce type d'antibiorésistance et le plan d'action mondial pour combattre la résistance aux antimicrobiens. Il décrit la façon dont les huit recommandations du guide de l'OMS sur la prévention et le contrôle des entérobactéries, de *Acinetobacter baumannii* et de *Pseudomonas aeruginosa* résistants aux carbapénèmes dans les établissements de santé sont indissociables des mesures d'ordre général (c'est-à-dire les composantes essentielles des programmes de prévention et de maîtrise des infections) qui doivent être mises en place dans tous les pays et dans tous les établissements de santé pour prévenir et contrôler les infections nosocomiales. On y propose le recours à une approche par étapes pour appuyer la mise en œuvre et l'amélioration des interventions en tirant parti de données concrètes et de l'expérience des mesures qui ont porté leurs fruits dans plusieurs établissements de santé à travers le monde. On met en particulier l'accent sur les informations faciles à adopter et à adapter.
58. En novembre 2019, l'OMS a publié le document *Minimum Requirements for IPC programs*⁴¹. Il est fondamental d'appliquer l'ensemble des recommandations de l'OMS relatives aux composantes essentielles pour mettre en place des programmes efficaces conduisant à une réduction sensible des infections nosocomiales et de la RAM. Cependant, la mise en œuvre des composantes essentielles de la lutte anti-infectieuse demande du temps et risque, pour certains pays, de constituer une opération complexe et exigeante qu'il conviendra de réaliser étape par étape, en faisant preuve de réalisme. Il est essentiel, en particulier dans les pays où les dispositifs de prévention et de maîtrise des infections sont limités ou inexistant, de veiller d'abord à adopter dès que possible un ensemble d'exigences minimales à respecter tant à l'échelle nationale qu'à l'échelle des établissements. On pourra ensuite procéder graduellement à l'application de l'ensemble des exigences des composantes essentielles de la lutte anti-infectieuse, en tenant dûment compte des priorités locales.
59. Il convient d'assurer en tout temps la sécurité et la protection des patients et des agents de santé, peu importe le lieu et le contexte. Les huit composantes essentielles de la prévention et de la maîtrise des infections sont indispensables pour que les patients puissent être soignés en toute sécurité lors d'un séjour dans un établissement de santé.

Liste OMS des antibiotiques d'importance critique pour la médecine humaine

60. La Liste des antibiotiques d'importance critique pour la médecine humaine de l'OMS classe tous les antimicrobiens utilisés en médecine humaine en trois groupes, selon leur importance pour la médecine humaine. Elle se limite actuellement aux médicaments antibactériens (antibiotiques), et les antimicrobiens sont répartis dans des classes ou sous-classes en fonction de leur structure chimique et de leurs mécanismes de résistance.
61. L'OMS a dressé une première Liste des antibiotiques d'importance critique pour la médecine humaine en 2005, à la suite des recommandations formulées à l'occasion de réunions d'experts tenues conjointement par la FAO, l'OIE et l'OMS en 2003 et 2004. Cette liste fait l'objet d'une mise à jour tous les deux ans, et la dernière révision a été publiée en mai 2019⁴².
62. En mai 2019, la Soixante-Douzième Assemblée mondiale de la Santé a adopté une nouvelle résolution en matière de résistance aux antimicrobiens (point 11.8 de l'ordre du jour)⁴³. Dans cette résolution, les États membres de l'OMS sont invités à étendre l'usage prudent de tous les antimicrobiens et à envisager d'élaborer et d'appliquer des lignes directrices et des critères cliniques régissant l'usage des antimicrobiens d'importance critique, conformément aux priorités et aux circonstances nationales, afin de ralentir l'apparition de la résistance aux médicaments et de préserver l'efficacité des médicaments existants.

³⁸ <http://www.who.int/infection-prevention/publications/corecomponents/en/>

³⁹ <https://www.who.int/infection-prevention/tools/core-components/en/>

⁴⁰ <https://apps.who.int/iris/handle/10665/312226>

⁴¹ <https://www.who.int/publications/i/item/9789241516945>

⁴² <https://www.who.int/foodsafety/publications/antimicrobials-sixth/en/>

⁴³ https://apps.who.int/gb/ebwha/pdf_files/WHA72-REC1/A72_2019_REC1-fr.pdf#page=41

63. En outre, cette résolution prie pour la première fois l'OMS de maintenir et d'actualiser systématiquement la Liste OMS des antibiotiques d'importance critique en médecine humaine.
64. L'OMS créera un groupe consultatif pluridisciplinaire chargé de la Liste des antibiotiques d'importance critique dont le rôle sera de passer en revue, d'évaluer et d'actualiser les approches et les lacunes, et de mettre sur pied la septième révision de la Liste, qui sera publiée en 2022.

Utilisation optimale chez les humains

65. L'OMS a récemment porté son attention sur la gestion des tests de diagnostic et des agents antimicrobiens dans l'amélioration de l'utilisation des antimicrobiens. La phase initiale de ces travaux s'est concentrée sur les milieux hospitaliers dans les pays à revenu faible ou intermédiaire. Après avoir créé une boîte à outils pour les programmes de gestion des antimicrobiens dans les hôpitaux des pays à revenu faible ou intermédiaire, l'OMS s'emploie actuellement à élaborer des documents de formation pertinents. La Liste modèle OMS des médicaments essentiels⁴⁴ et la classification AWaRe – antibiotiques dont l'accessibilité est essentielle, antibiotiques à utiliser sélectivement et antibiotiques de réserve⁴⁵ – ont compté au nombre des moyens employés afin d'en assurer la bonne gestion.
66. L'OMS a publié en mai 2021, en réponse à une demande formulée par les États Membres, ses orientations sur les activités intégrées de gestion des antimicrobiens⁴⁶, qui sont ancrées dans les principes directeurs de la santé publique appliqués à la santé humaine. Elles visent à fournir un ensemble de recommandations pragmatiques, s'appuyant sur des preuves scientifiques, pour mener des activités complètes et intégrées de bon usage des antimicrobiens sous l'égide d'une unité centrale de coordination au niveau national, de comités directeurs ou de coordination de la RAM au niveau national ou de toute autre autorité nationale équivalente. Ces orientations complètent le Plan d'action mondial, la boîte à outils pratiques de l'OMS pour les programmes de promotion du bon usage des antimicrobiens dans les établissements de santé des pays à revenu faible ou intermédiaire, ainsi que les autres orientations de l'OMS dans le cadre de la surveillance, de la lutte anti-infectieuse et des services de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène.

Travaux en cours de l'OMS sur la RAM dans l'environnement, et liens avec la production alimentaire

67. L'OMS continue de promouvoir ses lignes directrices de 2006 pour l'utilisation sans risque des eaux usées, des excréta et des eaux résiduaires en agriculture et en aquaculture⁴⁷ et le manuel de planification de la gestion de la sécurité sanitaire de l'assainissement (2015)⁴⁸ pour la mise en œuvre progressive de mesures d'évaluation et de gestion des risques tout au long de la chaîne d'assainissement – latrines, confinement-transport, traitement et élimination après utilisation finale. L'OMS possède des centres de formation à la planification de la gestion de la sécurité sanitaire de l'assainissement (PGSSA) dans 4 régions et mène des activités dans 47 pays. Si les directives et la PGSSA ne mentionnent pas la RAM en particulier, elles peuvent malgré tout être utiles pour réduire les risques de transmission de microbes résistants viables par l'intermédiaire des aliments.
68. En 2018, l'OMS a publié des lignes directrices complètes relatives à l'assainissement et à la santé fondées sur un examen systématique et exhaustif des données factuelles et sur la consultation d'experts et d'utilisateurs finaux⁴⁹. Certaines sections des lignes directrices s'intéressent à la RAM, notamment le chapitre 6 qui porte sur les pathogènes dans les excréments.
69. En 2014, une note d'information portant sur les liens entre la RAM et l'eau, l'assainissement et l'hygiène (WASH) a été rédigée⁵⁰. Une note d'orientation en cours d'élaboration fournira de plus amples renseignements sur ces liens et proposera des options stratégiques pour éclairer les composantes environnementales des plans d'action nationaux de lutte contre la RAM. Cette note sera signée conjointement par la FAO et l'OIE.
70. En 2019, l'Assemblée mondiale de la Santé a adopté une nouvelle résolution sur l'eau, l'assainissement et l'hygiène dans les établissements de santé, qui vise à renforcer la campagne mondiale, les outils et le soutien apporté aux pays dans l'objectif de réduire le nombre inacceptable d'établissements de santé qui ne disposent même pas d'un point d'eau et de services d'assainissement de base⁵¹. Cela viendra appuyer les efforts déployés pour la prévention et la maîtrise des infections, ainsi que la prévention des infections résistantes dans les milieux hospitaliers. Les travaux sur l'eau, l'assainissement et l'hygiène dans les établissements de soins prennent en compte les enjeux de la RAM.

⁴⁴ <https://www.who.int/medicines/publications/essentialmedicines/en/>

⁴⁵ <https://adoptaware.org/>

⁴⁶ <https://www.who.int/fr/publications/i/item/9789240025530>

⁴⁷ https://www.who.int/water_sanitation_health/sanitation-waste/wastewater/wastewater-guidelines/en/

⁴⁸ https://www.who.int/water_sanitation_health/publications/ssp-manual/en/

⁴⁹ https://www.who.int/water_sanitation_health/publications/guidelines-on-sanitation-and-health/en/

⁵⁰ https://www.who.int/water_sanitation_health/publications/antimicrobial-resistance/en/

⁵¹ <http://www.washinhcf.org>

71. Parmi les autres projets en cours axés sur l'environnement, citons :
- la surveillance environnementale de *E. coli* producteur de BLSE dans le cadre du projet échelonné sur trois cycles, qui comprend un élément supplémentaire sur l'analyse des résidus d'antimicrobiens ;
 - l'établissement d'un cadre définissant les valeurs guides relatives aux effluents d'eaux usées pour la fabrication de produits pharmaceutiques en ce qui concerne les bonnes pratiques de fabrication et les initiatives volontaires de l'industrie ;
 - les méthodes d'évaluation de la proportion de maladies liées à la RAM ou d'expositions aux antimicrobiens qui peuvent être attribuées à un accès inadéquat aux services d'eau, d'assainissement et d'hygiène.

Liste des agents pathogènes prioritaires (PPL) établie par l'OMS

72. L'OMS a publié la liste des agents pathogènes prioritaires et l'examen de la filière de recherche-développement des antibiotiques⁵². L'Organisation a établi une liste des agents pathogènes prioritaires pour la recherche-développement en accordant la priorité absolue aux entérobactéries, à *Acinetobacter* et à *Pseudomonas* résistants aux carbapénèmes. L'OMS s'est aussi attelée au recensement des produits de diagnostic contre la résistance aux antibiotiques, en a cerné les lacunes et s'emploie à élaborer des profils de produits cibles prioritaires. Elle maintiendra par ailleurs son appui au Partenariat mondial sur la recherche-développement en matière d'antibiotiques (GARDP).
73. L'OMS a créé un groupe consultatif chargé de dresser la liste des agents pathogènes fongiques prioritaires pour la santé publique, qui devrait être publiée fin 2021. Cette liste orientera et appuiera les activités de recherche-développement pour les produits de diagnostic et les traitements contre les champignons.
74. L'OMS va créer un groupe consultatif chargé de la liste des agents pathogènes bactériens prioritaires, qui révisera et mettra à jour la liste lancée en 2017 afin de continuer à appuyer les efforts et les activités de recherche-développement.

ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTE ANIMALE

75. En qualité d'organisation de référence fixant les normes internationales en lien avec la santé animale et les zoonoses, l'OIE s'emploie à appuyer les services vétérinaires de ses 182 membres et à lutter contre la menace mondiale que fait peser la résistance aux antimicrobiens (RAM) chez l'animal et chez l'humain. La collaboration et la coordination avec la FAO et l'OMS sont essentielles pour montrer l'exemple et faire en sorte que l'ensemble des membres de l'OIE et des États Parties aux Nations Unies adoptent l'approche « Une seule santé » dans leur lutte contre la RAM. L'OIE a renforcé en conséquence sa participation aux activités du groupe tripartite et ses partenariats avec le secteur privé.
76. Conformément à la **Stratégie de l'OIE sur la résistance aux agents antimicrobiens et leur utilisation prudente**, l'OIE cherche à atteindre quatre objectifs principaux : i) améliorer la sensibilisation et la compréhension ; ii) renforcer les connaissances par la surveillance et la recherche ; iii) encourager la bonne gouvernance et le renforcement des capacités ; iv) favoriser la mise en œuvre de normes internationales.
77. À la suite des recommandations formulées lors de la Deuxième Conférence mondiale de l'OIE sur la résistance aux antimicrobiens et sur l'utilisation prudente des agents antimicrobiens (Maroc, 2019), l'Organisation a mis en place un groupe de travail permanent sur la RAM. Ce groupe, au sein duquel la FAO et l'OMS ont le statut d'observateur, a commencé ses travaux, qui visent à contribuer à la mise en application de la Stratégie de l'OIE relative à la RAM et à l'utilisation prudente des agents antimicrobiens. Il donne des orientations, fixe des priorités, adresse des recommandations visant à maintenir et à développer les normes internationales en matière de RAM, contribue à la mise sur pied de la base de données mondiale de l'OIE sur les agents antimicrobiens destinés à être utilisés chez les animaux, et apporte son soutien aux membres de l'OIE dans l'élaboration d'activités de communication et de plans d'action nationaux en lien avec la RAM.
78. Le groupe de travail sur la RAM s'est réuni à quatre reprises et travaille actuellement à la rédaction de **documents techniques de référence portant sur des espèces en particulier** qui viendront en complément de la Liste OIE des agents antimicrobiens importants en médecine vétérinaire. Ces documents techniques de référence doivent orienter la mise sur pied de directives nationales sur les traitements, ainsi que de conseils en matière de gestion de la prévention, des meilleures pratiques et des risques, et en matière de hiérarchisation des risques. À ce jour, un document technique de référence a été finalisé concernant les volailles, et le groupe de travail sur la RAM se penche actuellement sur des documents techniques de référence concernant le porc et les animaux aquatiques. Des experts internationaux, y compris des acteurs du secteur privé, prennent part à ce processus.

79. En outre, le groupe de travail sur la RAM est régulièrement informé des avancées du projet informatique portant sur la **base de données mondiale de l'OIE sur les agents antimicrobiens destinés à être utilisés chez les animaux**, qui vise à faire évoluer la collecte de données d'un système fondé sur Excel à un système de base de données. Pour le groupe, il est important que le développement de la base de données de l'OIE se poursuive ; il a ainsi établi un groupe technique de référence comprenant des membres du groupe de travail sur la RAM et les experts concernés de la FAO et de l'OMS afin d'aider l'OIE à mettre sur pied la base de données.
80. La base de données de l'OIE continue de recevoir les données soumises de façon volontaire par les membres de l'Organisation. Au cours du cinquième cycle de collecte de données sur les agents antimicrobiens destinés à être utilisés chez les animaux, l'OIE a recueilli des données provenant de plus de 150 pays et de nouvelles données quantitatives provenant de plus de 103 pays, ce qui confirme qu'il y a du progrès et que la qualité des données s'améliore. Cette évolution met en lumière le fait que les pays ont de meilleures capacités en matière de surveillance et de collecte de données exactes concernant les agents antimicrobiens destinés à être utilisés chez les animaux, et permet d'établir des références pour qu'ils procèdent à un suivi de la mise en application des cadres réglementaires nationaux. Le **cinquième rapport** présente, pour la première fois, une analyse des tendances observées dans les données notifiées par 69 pays à l'OIE entre 2015 et 2017. Cette analyse révèle une **baisse globale de 34 % de la quantité globale** d'agents antimicrobiens notifiés (en mg) dans la biomasse animale (en kg) ; cet indicateur peut être comparé d'une région à l'autre et au fil du temps. Le cinquième rapport est disponible à l'adresse : https://www.oie.int/fileadmin/Home/eng/Our_scientific_expertise/docs/pdf/AMR/A_Fifth_Annual_ReportAMR.pdf. Les données du sixième cycle de collecte de données sont en cours d'analyse et les membres de l'OIE seront invités mi-septembre 2021 à prendre part au septième cycle.
81. La pandémie de COVID-19 a entraîné une évolution dans l'organisation des **séminaires de formation pour les points focaux nationaux de l'OIE pour les produits vétérinaires**, qui ne se tiennent plus en présentiel mais sous forme de webinaire. Il s'agit de modules de formation en ligne sur les produits vétérinaires falsifiés ou de qualité inférieure, la pharmacovigilance et la résistance aux antiparasitaires. En collaboration avec les Centres collaborateurs de l'OIE et Health for Animals (H4A), un document d'orientation sur la mise en place de systèmes nationaux de pharmacovigilance a été rédigé, avec la participation de toutes les Régions de l'OIE ; il sera publié dans les mois à venir.
82. Une enquête sur la **résistance aux antiparasitaires** a été menée dans toutes les Régions de l'OIE, et un groupe d'experts de l'OIE sur la résistance aux antiparasitaires (dont les réunions se tiennent par voie électronique) est en train de finaliser les lignes directrices de l'OIE sur l'usage prudent et responsable des antiparasitaires (axées en particulier sur les anthelminthiques), dont la publication devrait intervenir dans les mois à venir.
83. Les travaux sur la qualité des produits vétérinaires ont avancé et un **système d'information et d'alerte sur les produits vétérinaires de qualité inférieure ou falsifiés** verra le jour à la suite d'un essai pilote qui devrait démarrer en septembre/octobre 2021.
84. Des informations détaillées sur toutes ces activités sont présentées dans les rapports du groupe de travail de l'OIE sur la RAM, disponibles à l'adresse <https://www.oie.int/fr/ce-que-nous-faisons/normes/processus-detablissement-des-normes/groupes-de-travail/groupe-de-travail-sur-lantibioreistance/>.